

# SRI LANKA

## Faits marquants

- À Sri Lanka, le HCR dirige les secteurs de la protection et des abris et est responsable pour les articles non alimentaires, ainsi que de la coordination et la gestion des camps. À ce titre, il a coordonné l'intervention humanitaire d'urgence et les plaidoyers en faveur de plus de 280 000 déplacés internes durant le conflit opposant les forces gouvernementales aux Tigres libérateurs de l'État tamoul (LTTE).
- Le suivi assuré en matière de protection et les autres interventions menées par le HCR ont amélioré la sécurité des déplacés internes et des personnes de retour dans leur région d'origine. Les actions de plaidoyer ont revêtu une importance particulière compte tenu des limites imposées à l'espace humanitaire. Ce n'est qu'en octobre 2009 que le HCR a de nouveau pu accéder à la région du Vanni, au nord du pays, zone auparavant aux mains des rebelles dont les organisations humanitaires avaient été évacuées à la fin 2008.
- En mai, au plus fort de la crise, le HCR a acheminé 5 000 tentes par avion pour compléter son intervention d'urgence en faveur des déplacés. Au total, l'Organisation a fourni environ 16 700 tentes et kits de construction d'abris d'urgence. Elle a également distribué des articles non alimentaires à quelque 38 200 familles de déplacés accueillies dans des camps de fortune.
- À la fin de l'année, le processus de retour organisé par les autorités avait permis à environ 185 000 personnes de quitter les camps « fermés », où leur liberté de mouvement était limitée. Le HCR a fourni des colis de retour composés d'articles non alimentaires à quelque 39 700 familles et distribué des formulaires d'allocation de logement à 25 200 ménages.
- Afin de favoriser les retours et de promouvoir la stabilité, le HCR a mis en œuvre 34 projets à petite échelle et à impact rapide, principalement dans l'est de Sri Lanka et dans le sud du district de Mannar.
- Bien que le conflit ait limité le nombre des rapatriements en provenance d'Inde au premier semestre 2009, le HCR a pu faciliter le retour de 823 réfugiés avant la fin de l'année. Il est également venu en aide à 251 personnes réfugiées à Sri Lanka.



## Environnement opérationnel

Le 17 mai 2009, le Gouvernement sri-lankais a annoncé la fin de 26 ans de conflit avec les Tigres libérateurs de l'État tamoul (LTTE). Avant la cessation des hostilités, la population de la région du Vanni avait été prise au piège et déplacée maintes fois à l'intérieur de la zone de combat. Quasiment privée d'accès à l'assistance humanitaire, elle était en proie à la famine et à de graves problèmes d'insécurité.

De vastes groupes de population ont fui la zone de combat, principalement en direction du district de Vavuniya, mais également vers ceux de Jaffna, Mannar et Trincomalee. Les

### Personnes relevant de la compétence du HCR

Type de population	Origine	Total	Nb pers. assistées par le HCR	% femmes	% < 18 ans
Réfugiés	Pays divers	250	250	37	37
Demandeurs d'asile	Pakistan	330	-	46	39
	Pays divers	10	-	80	40
Déplacés internes	Sri Lanka	434 900	434 900	51	-
Déplacés de retour et ceux dans une situation assimilable	Sri Lanka	94 600	94 600	51	-
Réfugiés rapatriés	Inde	1 500	800	-	-
	Pays divers	10	10	-	-
<b>Total</b>		<b>531 600</b>	<b>530 560</b>		



Des déplacés sri lankais de retour à Manthai, Mannar.

HCR / S. PERERA

déplacements massifs survenus aux mois d'avril et de mai ont constitué un immense défi pour le HCR et ses partenaires, qui se sont efforcés de répondre aux besoins essentiels de plus de 280 000 personnes accueillies sur 42 sites au plus fort de la crise.

Bien que les institutions des Nations Unies et les ONG n'aient disposé au départ que d'un accès limité aux populations déplacées, la situation s'est nettement améliorée entre mai et août 2009, de même que les conditions de vie sur les sites d'accueil des déplacés. Ces sites sont néanmoins demeurés surpeuplés jusqu'à ce que le Gouvernement accélère la libération des personnes vulnérables et entame le processus de retour au mois d'août. Par ailleurs, environ 11 000 personnes soupçonnées d'entretenir des liens avec les LTTE ont été séparées et envoyées dans des camps de réhabilitation non officiels.

En octobre, le Gouvernement a accéléré le rythme de son programme de retour. À la fin décembre, environ 51 000 familles avaient regagné leur district d'origine et leur propre domicile ou avaient été recueillies par des familles d'accueil. Près de 29 000 personnes, notamment des personnes âgées, des enfants et des femmes enceintes, ont été libérées entre août et décembre et confiées aux soins de familles ou de communautés d'accueil.

## | Réalisations et impact |

### ● Objectifs principaux

En 2009, le HCR avait pour objectif de protéger les déplacés hébergés dans des camps ou des familles d'accueil et de leur fournir des abris d'urgence et des articles non alimentaires. Afin de faciliter les retours, il s'est efforcé de veiller à la protection des anciens déplacés, de les aider à se loger et de leur distribuer des articles non alimentaires. L'Organisation a également tenté d'apporter des solutions durables au sort des déplacés par le biais du retour ou du relogement et de faciliter le rapatriement librement consenti des réfugiés tamouls installés en Inde.

Les autres objectifs du HCR à Sri Lanka consistaient à prévenir et traiter la violence sexuelle et sexiste, à étendre les activités de sensibilisation, de formation et de renforcement des capacités, à appuyer les mesures destinées à réduire les tensions entre les communautés d'accueil, les anciens déplacés et l'armée et à assurer la détermination du statut des réfugiés.

### ● Protection et solutions

Dans le domaine de la protection, la sécurité des civils, les familles séparées pendant et après le conflit, ainsi que les personnes blessées et le surpeuplement des camps « fermés » ont

été les principaux sujets de préoccupation du HCR en 2009. Parmi les autres problèmes rencontrés figuraient les procédures sauvages en matière de sélection et de séparation, les arrestations et les mises en détention arbitraires, le harcèlement et la violence sexuelle et sexiste.

Le HCR a renforcé les réseaux de protection des institutions des Nations Unies et des ONG locales et internationales à Colombo et dans les districts. En coopération avec ses partenaires, il a identifié les risques en termes de protection et élaboré des stratégies pour s'en prémunir.

Les réunions du HCR avec ses homologues gouvernementaux lui ont permis de lutter contre ces risques tout en prônant une approche participative des programmes humanitaires. L'Organisation a dirigé les actions de plaidoyer à l'encontre des transferts de déplacés vers des camps secondaires « fermés » n'offrant aucune liberté de mouvement dans les districts de retour. D'autres efforts de plaidoyer conjoints ont abouti à la mise en place, début décembre, d'un système de laissez-passer améliorant la liberté de mouvement des déplacés dans les camps.

### ● Activités et assistance

**Abris et autres infrastructures :** le HCR a monté 10 500 tentes légères et 254 abris temporaires dans l'est du pays et a construit plus de 6 200 abris d'urgence sur des sites défrichés par les autorités. Les systèmes d'évacuation des eaux ont été améliorés sur tous les sites pour prévenir les inondations pendant la mousson. En fin d'année, le HCR avait distribué des formulaires d'allocation de logement à près de 25 200 familles de retour à leur domicile, leur permettant ainsi de recevoir une aide financière pour réparer ou reconstruire les abris endommagés durant le conflit.

**Appui opérationnel (aux agences) :** le HCR a aidé ses partenaires d'exécution à accroître leur efficacité et a publié des comptes rendus réguliers sur ses programmes et ceux de ses partenaires.

**Assistance juridique :** en tant que chef de file du secteur de la protection, le HCR a largement contribué, par ses plaidoyers, à l'amélioration de la liberté de mouvement des déplacés à la fin de l'année 2009. Des ordinateurs ont été fournis aux bureaux de l'administration des districts pour les aider à gérer les informations relatives au retour des populations déplacées.

Par ailleurs, le HCR a effectué près de 1 200 visites de suivi sur les lieux d'installation et de retour des déplacés et a identifié plus de 550 personnes ayant des besoins spécifiques, qui ont ainsi pu bénéficier d'une assistance. Plus de 3 100 consultations juridiques ont été effectuées, environ 6 300 personnes ont bénéficié d'une aide pour demander des papiers d'identité et 3 700 documents ont été délivrés. De plus, environ 1 150 militaires et fonctionnaires, 200 employés d'ONG et 2 100 déplacés et membres des communautés d'accueil ont reçu une formation en matière de protection.

**Besoins domestiques :** le HCR a fourni des articles non alimentaires à quelque 38 200 familles de déplacés hébergées dans des camps et sur des sites d'installation. Près de 39 700 familles de retour dans leur région d'origine ont reçu des kits d'articles non alimentaires.

**Services communautaires :** le HCR a veillé à ce que les déplacés aient accès aux services essentiels et a renforcé la sécurité des femmes, des enfants et des personnes ayant des besoins spécifiques. Dans le plus grand des camps, celui de Menik Farm, l'Organisation a aidé la police à prévenir et à

traiter la violence sexuelle et sexiste. Quatre-vingts campagnes de sensibilisation ont été menées dans 40 camps et 20 autres dans les communautés d'accueil.

Dans les zones de retour situées à l'est du pays et en dehors de la région du Vanni, le HCR a mis en œuvre 34 projets à impact rapide destinés à soutenir le rétablissement des services communautaires essentiels. Une indemnité de subsistance mensuelle a été versée aux 251 réfugiés installés à Sri Lanka.

**Transport et logistique :** bien que l'accès à la région du Vanni lui soit refusé, le HCR est parvenu à envoyer des provisions dans les zones de combats via Trincomalee, avec l'aide du CICR et la coopération des autorités et des LTTE. À la fin du conflit, l'Organisation a acheminé 5 000 tentes par avion pour compléter son intervention d'urgence en faveur des déplacés.

### ● Contraintes

L'intensification du conflit survenue en début d'année a limité l'accès des organisations humanitaires aux civils déplacés dans les zones de combats. L'accès aux camps s'est amélioré en cours d'année pour les institutions des Nations Unies et les ONG. Les conditions de vie dans les camps sont toutefois demeurées difficiles jusqu'à ce que les retours s'accélérent en octobre et qu'une certaine liberté de mouvement soit rétablie au début décembre. Certains retours vers des zones n'ayant pas encore été déclarées sûres en raison de la présence de mines et d'engins non explosés ont suscité des inquiétudes.

## | Informations financières |

Les besoins globaux de l'opération menée à Sri Lanka ont considérablement augmenté au cours de l'année. Le budget supplémentaire en faveur des déplacés internes a atteint 34,6 millions de dollars E.-U. à la fin 2009, portant le total des besoins de l'opération à 39,9 millions de dollars E.-U. Grâce à la générosité des donateurs, les besoins de l'Organisation pour l'intervention d'urgence ont été entièrement satisfaits.

## | Organisation et mise en œuvre |

En 2009, le HCR possédait cinq bureaux de terrain à Sri Lanka et une délégation à Colombo. L'opération était mise en œuvre par une équipe de 163 personnes : 29 fonctionnaires internationaux, 128 collaborateurs nationaux, trois JEA et trois VNU internationaux. Au plus fort de la crise, le HCR a également déployé des équipes d'intervention d'urgence et bénéficié de généreux détachements de collaborateurs de la part des organisations partenaires.

## | Collaboration avec les partenaires |

Le HCR a dirigé la coordination interorganisations dans les domaines de la protection et des abris d'urgence, des articles non alimentaires et de la gestion des camps. Dans le secteur de la protection comme dans celui des abris, il a coordonné l'action humanitaire de 55 organisations. Par ailleurs, il a conclu des partenariats avec 22 organisations nationales et internationales, parmi lesquelles des organismes publics, des ONG et des institutions des Nations Unies.

## | Évaluation générale |

Le HCR a révisé ses objectifs pour faire face aux déplacements de population massifs survenus à Sri Lanka au cours de l'année

2009. Malgré des conditions difficiles, tous les déplacés ont reçu des abris d'urgence et une assistance vitale.

L'organisation a largement contribué à la promotion du respect des normes internationales et aux pressions exercées sur le Gouvernement sri-lankais pour qu'il remplisse ses obligations

légales concernant le tri des déplacés, la séparation des individus soupçonnés d'avoir des liens avec les LTTE, la liberté de mouvement et les conditions de retour. Des progrès significatifs ont été accomplis dans la plupart de ces domaines, en particulier les deux derniers.

## Partenaires

### Partenaires d'exécution

**Gouvernement** : ministère de la Construction de la nation et du Développement des infrastructures, ministère des Finances et de la Planification, ministère de la Gestion des catastrophes et des Droits de l'homme, ministère de la Réinstallation et des Services de secours en cas de catastrophe

**ONG** : *Alternative Dispute Resolution Institute, Arbeiter Samariter Bund Deutschland, Center for the Promotion and Protection of Human Rights, Centre d'action sociale de Jaffna, Consortium of Humanitarian Agencies, Conseil danois pour les réfugiés, Conseil norvégien pour les réfugiés, Croix-Rouge sri-lankaise, Eastern Self-Reliant Community Awakening Organization, Muslim Aid, OfERR Ceylon, Organisation for Human Rights and Resource Development, Rural Development Foundation, Sewa Lanka Foundation, Social Economic Development Organization of Trincomalee, The Refugee Rehabilitation Organization*

**Autres** : BSP/ONU, Commission des droits de l'homme de Sri Lanka

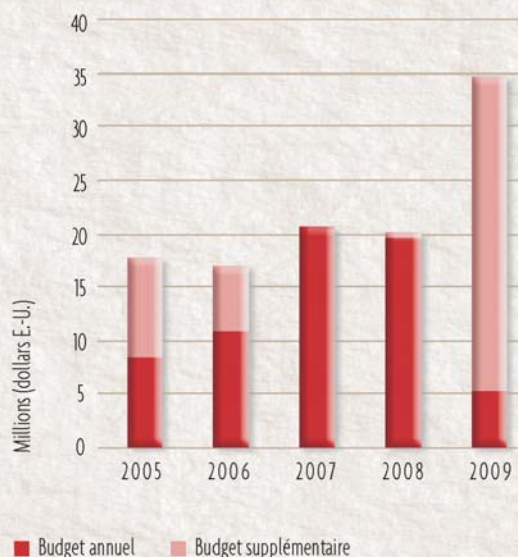
### Partenaires opérationnels

**Gouvernement** : ministère des Affaires étrangères, ministère de la Construction de la nation et du Développement des infrastructures, ministère de la Gestion des catastrophes et des Droits de l'homme, ministère de la Justice, ministère de la Réinstallation et des Services de secours en cas de catastrophe

**ONG** : *Centre for Policy Alternatives, Foundation for Coexistence, Legal Aid Foundation*

**Autres** : Banque asiatique de développement, Banque mondiale, BCAH, *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit, DSS, FAO, FNUAP, HCDH, JICA, OIM, OIT, ONU-Habitat, PAM, PNUD, UNICEF, VNU*

Dépenses au Sri Lanka  
2005 - 2009



## Budget, revenus et dépenses à Sri Lanka (dollars E.-U.)

	Budget final	Revenus issus des contributions	Autres fonds disponibles	Total des fonds disponibles	Total des dépenses
<b>Budget annuel</b>	5 755 464	5 620 018	769 439	6 389 457	5 281 889
Déplacés internes au Sri Lanka - BS	32 508 295	33 605 297	0	33 605 297	29 367 288
<b>Total</b>	<b>38 263 759</b>	<b>39 225 315</b>	<b>769 439</b>	<b>39 994 754</b>	<b>34 649 177</b>

Note: Les programmes supplémentaires n'incluent pas un coût d'appui de sept pour cent prélevé sur les contributions pour couvrir les dépenses indirectes du HCR. Les revenus issus des contributions incluent des contributions affectées au niveau du pays. Les autres fonds disponibles incluent les transferts des contributions non affectées ou à affectation large, le solde initial et les ajustements.

## Rapport financier sur les opérations du HCR au Sri Lanka (dollars E.-U.)

Ventilation des dépenses	Projets de l'année en cours			Projets des années précédentes
	Budget annuel	Budget supplémentaire	Total	Budgets annuel et supplémentaire
Protection, suivi et coordination	2 352 538	3 789 917	6 142 455	0
Abris et infrastructure	0	6 939 262	6 939 262	538 029
Appui opérationnel (aux agences)	15 075	566 792	581 867	0
Assainissement	0	0	0	185 915
Assistance juridique	723 654	2 207 915	2 931 569	450 631
Besoins domestiques	0	8 121 462	8 121 462	0
Eau	0	0	0	12 205
Services communautaires	338 686	301 685	640 371	370 685
Transport et logistique	179 054	1 444 862	1 623 917	11 727
Versements aux partenaires d'exécution	591 820	3 884 095	4 475 915	(1 569 193)
<b>Sous-total des activités opérationnelles</b>	<b>4 200 827</b>	<b>27 255 991</b>	<b>31 456 817</b>	<b>0</b>
Appui aux programmes	1 081 063	2 111 297	3 192 360	0
<b>Total des dépenses</b>	<b>5 281 889</b>	<b>29 367 288</b>	<b>34 649 177</b>	<b>0</b>

Annulation sur les dépenses des années précédentes

(494 959)

## Versements aux partenaires d'exécution

Paiements effectués	1 410 943	6 730 342	8 141 285
Dépenses rapportées	(819 123)	(2 846 247)	(3 665 370)
<b>Solde</b>	<b>591 820</b>	<b>3 884 095</b>	<b>4 475 915</b>

## Rapport de l'année précédente

Versements aux partenaires d'exécution			
Dû au 1 <sup>er</sup> janvier			1 880 263
Dépenses rapportées			(1 569 193)
Remboursés au HCR			(156 047)
Ajustement dû aux taux de change			(1 435)
<b>Dû au 31 décembre</b>			<b>153 589</b>